

Université de Provence
Département d'Ergologie

Sixièmes *Tâches du présent*
« *L'Homme producteur* »
11-12 mars 2005

Serge LE ROUX
Ancien secrétaire général de l'Iseres-CGT

**La réception de *L'Homme producteur*, en 1985
au sein du mouvement syndical CGT**

L'ouvrage qui nous réunit ici souligne à la fois « *une lacune globale dans notre connaissance du travail* » (p. 14) et cherche à fournir « *de nouveaux outils pour formaliser l'expérience ouvrière* » (p. 19). Dans le climat social et politique et la situation économique du milieu des années quatre vingt, on peut avancer que ce constat et cette perspective pouvaient s'appliquer de façon quasi homothétique à l'organisation syndicale CGT.

De fait, la CGT a toujours eu un certain problème avec la question « travail ». Certes, on pourrait aisément objecter que une telle question n'a pas grand sens pour une organisation dont la raison d'être est précisément de réunir les travailleurs, du moins ceux qui sont salariés, au sein d'une « Confédération générale » pour y défendre, avec la plus grande efficacité possible, leurs intérêts matériels et moraux, ce qui suppose, a minima, de connaître précisément le « travail » pour en négocier, au mieux, ses conditions et sa reconnaissance.

Historiquement, l'adéquation travail - -syndicat n'est, pourtant, jamais allée de soi. Pour expliquer ce phénomène paradoxal, qui constitue *nonens volens* un hiatus structurel de l'organisation syndicale, on pourrait dire que le sujet étant tellement « général » qu'il en devient pratiquement tabou. Sur cet arrière-fond substantiel, il faut néanmoins remarquer quelques évolutions significatives dans la période sous inventaire. Sans qu'il soit possible de mesurer avec précision l'impact précis de l'ouvrage *L'Homme producteur* au sein de l'organisation, il est tout à fait certain que sa problématique rejoignait un certain nombre de préoccupations du mouvement.

On peut dire que l'ouvrage a intéressé le mouvement syndical, au moins à deux égards, dans des questions et des débats forts de l'époque :

- l'appréhension de la réalité du travail ;
- l'amorce d'un nouveau rapport dans les relations syndicat – recherche.

1. L'appréhension de la réalité du travail

L'époque post-victoire de la gauche unie en 1981 était propice à une réflexion renouvelée sur la question du travail. La présence d'une majorité parlementaire et

d'un gouvernement ouverts aux revendications sociales, après une parenthèse défavorable de plus de trente ans (guerre froide, périodes gaulliste ou giscardienne) amenait sur la table des négociations, la réalité même du travail, la manière dont il était traité, et ce qu'il semblait possible de réformer. Se situer au niveau de ces enjeux impliquait, pour l'organisation syndicale, un aggiornamento relativement important, tranchant avec des décennies d'obscurantisme forcé, par absence, sauf exception ponctuelle (grève des mineurs, mai 1968) d'espace de dialogue social réel.

Autant cette présence syndicale sur un terrain désormais ouvert à la négociation était-elle impérative (et sans doute aussi renforcée par l'existence de demandes réformatrices, et aux pressions qui peuvent les accompagner, provenant d'autres forces économiques) autant la tâche (de réflexion et de conceptualisation) s'avérait-elle immense pour être entièrement absorbée dans des pratiques et des traditions fortement limitées.

Quelles étaient, grossièrement tracées, ces pratiques et ces traditions en début des années 1980 ? De fait, et en réduisant à l'extrême une réalité forcément plus complexe, on peut dire que l'organisation a historiquement pris en charge le travail, soit, dans le sillon marxo-léniniste, de façon extrêmement globale (une révolution est nécessaire pour changer le sort des travailleurs) soit dans le cadre du rapport salarial taylorien-fordien (négociations des conditions dans lesquelles le travail est effectué, son prix, ses compensations, venant tant de l'entreprise, de la branche, du système patronal que de l'Etat). Ainsi les autres éléments provenant de l'héritage du monde du travail, des formes passées issues de l'artisanat, du compagnonnage, des bourses du travail n'a pu, pour diverses raisons, être assumé, ni d'ailleurs les larges ouvertures obtenues (et les potentialités qu'elles portaient) en matière de droits d'intervention dans la gestion des entreprises avec, en particulier, les avancées sociales produites par les gouvernements de la période de l'immédiat après-guerre (création des comités d'entreprise par exemple).

Après les décennies de glaciation sociale, la période, plus favorable, qui s'ouvre avec la victoire politique de la gauche en 1981, est aussi celle, à la fois, d'une part, de la crise du modèle fordien¹ (avec les réponses patronales engagées en réponse à cette crise, comme, par exemple, les diverses formules du management participatif ou les efforts de requalification d'une partie du travail salarié, en lien avec les débuts de la révolution informationnelle) et, d'autre part, de la dissolution progressive des espoirs de "révolution". Le mouvement syndical cherche, dans cette configuration très nouvelle et déstabilisatrice, à redéfinir ses stratégies. Dans ce cadre, la question d'une approche renouvelée du travail s'est trouvée posée, allant jusqu'en à aborder, de façon directe, son contenu et son sens, en tous cas, sa gestion et son statut. *L'Homme producteur* est arrivé, dans l'ambiance d'alors, composée.

2. L'amorce d'un nouveau rapport dans les relations syndicat - recherche

Mieux connaître les réalités économiques et sociales est devenue une certaine préoccupation du mouvement syndical, liée à la stratégie de l'intervention des

¹ Souvenons-nous du célèbre « *Vive la crise* » badigeonné télévisuellement par l'acteur Yves Montand ou de la première annonce de « *La fin du travail* » lancée par l'observateur patronal Michel Drancourt.

travailleurs dans la gestion, mais aussi aux nouvelles donnes ouvertes par l'accession de la gauche aux responsabilités politiques :

- création de l'Ires² par le gouvernement Mauroy en 1982 : cette innovation publique de la gauche fait suite à un projet du précédent gouvernement (de Raymond Barre) visant à concurrencer l'institut public d'analyse de la conjoncture (l'Insee) par trois organismes attachés, chacun, à des instances sociales spécifiées : le patronat, l'université et le monde syndical (rapport Lenoir). Mais, de fait, la question de la recherche en sciences sociales a été, de la sorte, brutalement posée aux syndicats et chacune des structures a dû répondre à cette invitation, tant pour elle-même que pour l'ensemble composé sous la forme d'une indivision ;
- la CGT, quant à elle, a répondu à cette question, par la création d'un véritable institut, l'Iseres³⁴, doté des composantes habituelles d'un organisme de recherche (comité scientifique, directeurs de recherche, chercheurs permanents, formes de travail associant travail théorique, enquêtes, séminaires, colloques, publications, revue à comité de lecture, etc.) au milieu spécifique, le syndicat, dans lequel les activités de recherche s'accomplissaient (conseil d'administration, co-pilotage des recherches, fournitures des terrains, restitution, etc.)
- conventions de recherche CGT-CNRS (sur, précisément, la recomposition de la classe ouvrière) ainsi qu'avec divers ministères ;
- interventions dans des applications des lois Auroux initiant un droit d'expertise
- premières expériences européennes, etc.

Là encore, *L'Homme producteur*, donnant un contenu effectif à la notion de "communauté scientifique élargie" a constitué une manifestation concrète de la faisabilité et de l'intérêt d'une telle démarche. D'ailleurs, il n'est qu'à voir, pour donner corps à cette affirmation, les nombreux croisements existants dans les listes de participants des deux mouvements : M. Bartoli, P. Bouffartigue, A. Chenu, G. De Bernis, R. Di Ruzza, F. Dollé, J. Duraffourg, B. Gardin, A. Laville, J.P. Poitou, Y. Schwartz, C. Teiger et sans doute bien d'autres, sont des noms que l'on retrouve tant dans *L'Homme producteur* que dans les activités de l'Iseres.

Le chemin parcouru durant ces deux décennies est intéressant à évaluer, tant par les avancées significatives que cette nouvelle stratégie syndicale a permis de constituer

² Institut de recherches économiques et sociales au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs (CGT, CFDT, FO, CGC, FEN, CFTC).

³ Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales.

⁴ Cette création avait été précédée et préparée par des actions de recherche intégrant chercheurs et militants (ouvrières de l'habillement ; étude sur la fatigue).

(un regard plus précis sur le travail et les enjeux qu'il recèle) que par les raisons des persistances récurrentes (et vite réapparues) d'un passé, sans doute de plus en plus anachroniques, ou les timidités sur les nouvelles questions apparues depuis.

Pour expliquer le revirement qui a suivi la parenthèse, glorieuse pour le syndicat de tentatives véritable d'appréhension de l'objet Travail, il faut bien dire que les pressions subies par le monde du travail (chômage massif, dévalorisation de la notion et du prix, montées de la concurrence internationale, offensives capitalistes renouvelées) associées aux amenuisements rapides des ouvertures créées par la victoire politique de la gauche, ont réduit la plupart des avancées intervenues dans la première moitié des années 1980. D'un côté, le mouvement de radicalisation (rien n'est réellement possible dans ce système), de l'autre, l'inscription dans le modèle managérial imposé par un capital de plus en plus fort, s'appuyant sur le volume croissant de l'armée de réserve et la compréhension active des instances politiques (essayons de sauvegarder ce qui peut l'être) se sont conjointement retrouvés pour évacuer la réflexion sur la réalité du travail, ses évolutions, ses avenir possibles.

Pourtant, il semble bien que la mesure actuelle de la gravité, de la profondeur, de l'extension géographique de la crise du travail appelle de telles réflexions, pour pouvoir mener des actions situées aux niveaux actuels, tels qu'ils sont fixés par le capital.

Autrement dit, plus que jamais, il y a besoin d'un *Homme producteur II* ; un homme producteur désormais engagé dans la globalisation et la mondialisation, dont les œuvres sont de plus en plus dématérialisées.